

Eric Le Breton

ESO - RENNES
UNIVERSITÉ RENNES 2 - UMR 6590 CNRS

INTRODUCTION

Au cours des Trente glorieuses, une sociologie urbaine diverse se constitue. Cinq courants structurent le champ de recherche: les catholiques sociaux sous la houlette de Paul-Henri Chombart de Lauwe, les marxistes structuralistes (Manuel Castells, Jean Lojkine et bien d'autres), Henri Lefebvre, l'équipe du Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (avec notamment François Fourquet et Anne Querrien) qui examine l'urbain en combinant les théories foucaaldiennes et celles de la psychothérapie institutionnelle; enfin, la sémiologie, à la découverte des systèmes de signification de la ville. Ces perspectives sont fort différentes les uns des autres. Leurs problématiques, les niveaux et registres à travers lesquels ils appréhendent les réalités urbaines, le cas échéant leurs références idéologiques, tout les distingue. Mais leur unité est aussi forte. Elle procède de deux éléments. Tous appréhendent l'urbain comme un domaine de mise à l'épreuve de théories portant sur la société tout entière; tous s'inscrivent dans les perspectives de la pensée critique.

En effet, ces cinq courants se constituent, paradoxalement, à partir de problématiques sans rapport avec l'urbain. Ce n'est pas la ville qui est l'objet de recherche des marxistes, mais le capitalisme monopoliste d'État. Adossés à la linguistique et à la psychanalyse, les sémiologues s'intéressent aux systèmes de signification, pas à la ville. Chombart veut comprendre comment le monde moderne détruit les cultures traditionnelles, et l'espace n'est que le cadre de son objet. Les cerfistes explorent les dispositifs disciplinaires – pas la ville en soi; enfin, Henri Lefebvre investigate les rapports entre l'aliénation et la totalité de l'homme, la ville n'est qu'un matériau de ce questionnement, au même titre que d'autres catégories de ses réflexions: la vie quotidienne, les temporalités sociales et l'État. Cette sociologie n'est urbaine que secondairement, étant d'abord une sociologie générale inscrivant dans la production urbaine les dynamiques de transformations de

l'État, de redéfinition des groupes sociaux et des échelles de la vie quotidienne observables au cours des Trente glorieuses.

Par ailleurs, les sociologues empruntent tous, avec des inflexions différentes selon les courants, leur modèle d'analyse au référentiel critique qui domine les débats intellectuels de la période. Une pensée critique se définit à l'articulation de plusieurs positions. D'abord, le postulat selon lequel le social est structuré par des relations de pouvoir qui scindent les sociétés en deux blocs antagonistes. Ensuite, les pensées critiques sont totalisantes et rejettent toute forme de spécialisation. Au cœur du marxisme par exemple, l'idée que le social, le politique et les dispositions culturelles sont reliés à un déterminant unique, économique. Le troisième principe est celui de non-conscience des acteurs, supposés vivre dans les illusions, les manipulations culturelles et les idéologies créées et entretenues par les pouvoirs. Le quatrième et dernier postulat tient dans le refus d'un certain positivisme de coupure entre la science et l'action. La posture critique avance au contraire que la pensée est une des dimensions des luttes sociales et qu'elle ne peut dire le vrai qu'en y participant.

Ces deux éléments: le point de départ dans des problématiques non urbaines et l'adossement à la pensée critique, confèrent leur unité aux différents courants de la période 1950-1980 et les amènent à contribuer ensemble à ce que nous identifions comme le programme de la sociologie urbaine critique – « programme » désignant un ensemble articulé d'orientations de recherche. Ici, nous esquissons une petite partie de ce programme, l'esquisse prenant place dans une exploration plus systématique des travaux de la période.

Ce travail est mené avec plusieurs intentions. D'abord, restituer un pan oublié, censuré et autocensuré de la recherche urbaine et montrer, comme nous venons de le faire brièvement, sa cohérence. La sociologie urbaine critique est rejetée en bloc, d'une façon sou-

daine et radicale, au cours des années 1978/1982¹ ; elle est aujourd'hui effacée du paysage intellectuel. C'est d'autant plus dommageable que cette sociologie a formulé et déconstruit la transition de la société industrielle à la société urbaine, la mutation de la question sociale en question urbaine – dans des termes qui sont extrêmement proches de ceux de la « nouvelle question urbaine », selon la formule de Jacques Donzelot (Donzelot, 1999). Les prolégomènes des débats de la recherche urbaine actuelle sont formulés au cours des décennies 1960 et 1970. Une seconde intention de notre chantier est donc de restituer les continuités et les ruptures problématiques d'un champ de recherche, en identifiant les modèles d'analyse mis en œuvre au cours de la période critique. D'une manière globale, nous souhaitons contribuer d'une part à l'histoire de la sociologie et d'autre part à l'épistémologie de la pensée urbaine.

La recherche urbaine actuelle est préoccupée des questions d'identité, d'appartenances et de cohésion sociale. L'objet commun à la diversité des travaux menés traite du mode de structuration interne de la société urbaine, en témoigne l'attention réservée aux banlieues et au périurbain, à la divergence urbaine (Fitoussi et al., 2004; Mignot et Bouzouina, 2007) et à la sécession urbaine (Esprit, 2004). Les chercheurs examinent comment l'espace enregistre et renforce les fractures sociales, leurs observations étant adossées à des réflexions sur les manières possibles de réduire les fractures.

La problématique de la sociologie critique est symétriquement opposée. Elle consiste en une analyse du changement et du repérage des dynamiques de recomposition de la société. Cette recomposition est analysée sur trois plans :

D'abord, le plan de la structuration sociale, passant d'une structuration « verticale » institutions/populations, à une structuration « horizontale » des groupes sociaux se combinant les uns par rapport aux autres dans un contexte de faible médiation institutionnelle.

1- De nombreux indicateurs attestent de la pertinence de cette période. Notamment, en 1978, se tient à Montpellier un colloque célèbre sur « La vie quotidienne en milieu urbain » ; l'intitulé indique que l'étude de la planification, des structures sociales et des stratégies d'acteurs a vécu. En 1980, Francis Godard fait – déjà ! - le bilan critique de la sociologie urbaine marxiste (Godard, 1980). En 1982, le Cerfi, important centre de recherche-expérimentation urbaine disparaît définitivement (Fourquet, 1982).

Ensuite, le plan de la mobilisation sociale, passant d'une conflictualité massive, publique, oppositionnelle, fédérée dans un mouvement ouvrier et tournée vers le changement social, à une conflictualité fragmentée, dispersée, ancrée sur des objets locaux et, au final, tournée vers la production d'un lien social de reconnaissance.

Enfin, le plan du mode dominant de production de la production, passant d'un mode de production économique, à un mode production territorial. Les sociologues font l'hypothèse qu'un des « moteurs » centraux du changement social de cette période réside dans une défiance des populations à l'égard des institutions, celles globalement de l'État-providence. Cette défiance donne lieu à diverses formes de replis des populations sur des territoires singuliers. Ce « déclin de l'institution » (Dubet, 2002) donne lieu à la production d'une société de territoires.

Voilà le cadre dans lequel nous voulons maintenant évoquer quelques-unes des pistes investiguées par la sociologie urbaine critique : l'idée d'un espace utilisé comme levier de transformation sociale, l'émergence d'hétérotopies habitantes et la production de ce que nous appelons les espaces découplés.

Mais avant de poursuivre, précisons brièvement ce que nous entendons par « espace » ou « spatialité » - deux termes interchangeable dans notre esprit. La sociologie française est historiquement indifférente à l'espace, notamment pour cause de partage disciplinaire entre Emile Durkheim et Paul Vidal de la Blache. Depuis, l'espace n'est guère utilisé que dans un registre métaphorique de « l'espace social », de « l'espace des relations professionnelles », etc. Pour ce qui nous concerne, les termes « espace » ou « spatialité » ne sont pas métaphoriques. L'espace est une étendue concrète, socialement définie par un groupe en fonction de ses pratiques et ses représentations. Ainsi, lorsque nous faisons référence à la « spatialité des Trente glorieuses », c'est pour signifier, d'une manière certes schématique, que les fonctionnements sociaux des Trente glorieuses modèlent des usages particuliers de certains territoires. La spatialité ou l'espace des Trente glorieuses est, principalement, produit et géré par l'État, dans les limites des frontières, selon une logique d'intervention de l'égalité territoriale, d'un refus des particularismes locaux, d'un emboîtement-subordination des

territoires, de la commune à l'État, etc. Il y a définition par un acteur particulier d'un espace singulier. Henri Lefebvre énonce économiquement cette position : « l'espace (social) est un produit (social) » (Lefebvre, 1974, 35)

I. L'URBAIN, CATÉGORIE DU POUVOIR

Les sociologues critiques appréhendent l'urbanisation des Trente glorieuses comme l'objet et le discours de l'État. L'État aménage, construit et simultanément fait de l'urbain le nouveau champ de débat public et d'analyse de la société. L'urbain est production d'État. Cette production s'inscrit dans un objectif de programmation. Le mot a une portée plus large que celui de planification et renvoie plus globalement au projet de maîtrise des orientations générales de la société et de ses membres. La programmation est aussi bien matérielle que culturelle et psychique, et s'applique aux espaces autant qu'à la santé ou à l'éducation.

Les sociologues urbains investiguent la programmation de la société par et dans l'espace des Trente glorieuses. Les pouvoirs en place aménagent les espaces conformément à leurs buts en matière de profits économiques, de normalisation ou de maîtrise politique. Les sociologues déconstruisent les liens entre production de l'espace et production de la société. Dans le réaménagement d'un centre-ville, la conception et la construction d'une ville nouvelle, de logements, dans l'agencement intérieur d'un appartement, il y a, sinon un projet intentionnel, du moins des options, des préférences et, d'une manière générale, des attendus qui sont incarnés. Les agencements spatiaux ne sont pas, pour les sociologues critiques, arbitraires mais situés et motivés. Ce travail de programmation sociale par l'espace vise la production et l'orientation globale de la société.

Cette approche est inscrite dans une perspective généalogique. Plusieurs chercheurs consacrent de longs développements à l'exploration historique des relations entre spatial et social et font de l'espace des Trente glorieuses le point d'orgue d'un mouvement dont la montée en puissance, à partir du XVII^e siècle, se niche au cœur de l'industrialisation du XIX^e siècle (Joseph, Fritsch et Battegay, 1977 ; Regazzola et Lefebvre, 1981). Ce mouvement historique a un triple contenu. D'une part, celui de l'industrialisation capita-

liste qui marginalise la ville, peu à peu réduite au rôle d'utilité du capital. Le capitalisme devient le principe social structurant les territoires et la vie des habitants, la ville perdant son autonomie d'institution totale pour n'avoir plus de ressort que dans la dépendance économique. Le second registre est celui de l'urbanisation comme réalité antagonique à la cité. L'urbanisation instaure de puissantes ségrégations en son sein, la fragmente de l'intérieur et la fait éclater en une multitude de territoires spécialisés : cités minières, cités dortoirs, campagnes qui n'en sont plus. La rationalisation est le troisième axe de transformation historique, à travers le processus de rapprochement au plus près de l'individu de contrôles sociaux appuyés sur des dispositifs spatiaux qui s'immiscent dans tous les aspects de la vie quotidienne.

À la recherche des stratégies spatiales du pouvoir, les sociologues découvrent la matérialité du social. Les sociologues critiques identifient précisément comment l'espace socialise l'individu, modifie des pratiques sociales et engendre les transformations de la société. Ils élaborent une sociologie de la « physique du pouvoir » (Foucault, 2001) opérant à travers un ensemble de nouveaux territoires. Ainsi, les marxistes montrent que de nouveaux espaces nationaux et internationaux émergent avec le capitalisme. Lefebvre a l'intuition de la création d'une société urbaine corrélée à la périurbanisation. D'autres montrent l'empreinte des pouvoirs dans la constitution de mailles d'équipements commerciaux, sportifs et de santé qui encadrent les territoires et les comportements des habitants. D'autres enfin explorent, Chombart notamment, le fonctionnement des grands ensembles comme spatialité impactant et reconfigurant toutes les dimensions de la vie individuelle depuis les pratiques éducatives jusqu'à la vie de couple.

Que des pouvoirs instrumentent l'espace à des fins politiques ou économiques, sociales ou symboliques est une réalité de tout temps. Les sociologues critiques insistent sur l'ampleur inédite et, selon eux, intentionnelle de cette stratégie au cours des Trente glorieuses. L'État et ses alliés mobilisent alors des dispositifs spatiaux, articulés les uns aux autres et déployés à l'identique sur tout le territoire. Cette stratégie donne lieu à une expertise de l'espace, abordé comme un domaine séparé, extrait, en quelque sorte, de son imbrication avec le social pour n'être plus qu'un outil.

Néanmoins, si l'espace engendre des changements sociaux, ces chercheurs ne développent aucun argument d'automatisme. Les modifications sociales réelles ne procèdent pas nécessairement des projets des aménageurs. Les effets du spatial sur le social ne sont ni « purs » ni directs. Au contraire, les chercheurs appréhendent les modifications observées comme des syncrétismes auxquels contribuent, de manière éminemment complexe, d'autres éléments tels que les changements de l'organisation du travail, l'apparition de nouveaux objets techniques (voiture, réfrigérateur, télévision), la redéfinition culturelle de la catégorie « jeunes » ou encore le changement du statut des femmes. L'espace prend place dans cet ensemble instable. Enfin, la dynamique de changement n'est pas extérieure à l'acteur mais relève de l'appropriation ; le cas échéant, l'acteur participe pleinement aux changements sociaux engendrés par l'espace.

II. STRATÉGIES ET TACTIQUES HABITANTES

Théorie du pouvoir, la sociologie critique est par réaction une théorie de la libération. Les cinq courants explorent le refus par les populations des espaces qui leur sont imposés. Après l'étude de la programmation spatiale, la sociologie investigate la subversion des espaces programmés.

Les Trente glorieuses sont un moment de mobilisations publiques intenses, Mai-68 en est le temps majeur précédé et poursuivi de grèves marquantes et d'un halo de protestations fondées sur des revendications urbaines. Les sociologues examinent plusieurs des formes de protestation à l'encontre de la spatialité dominante. En premier lieu, ce que les marxistes désignent comme les luttes urbaines autour du transport collectif, des grands ensembles livrés sans équipements ou de la construction arbitraire de rocade et de « pénétrantes » (Castells et al., 1974). Ces luttes urbaines contestent l'intrusion de la spatialité du pouvoir dans la vie quotidienne. Les enquêtes font toutefois apparaître des résultats décevants. Ces mobilisations sont fractionnées en leur sein de sous-groupes poursuivant des objectifs différents, elles sont fragiles et ne convergent pas avec le mouvement social.

Mais les chercheurs, plutôt les non-marxistes, observent le développement d'un autre type de mobilisa-

tions habitantes qui n'impliquent que de faibles effectifs, sont localisées sur des territoires restreints, ne défendent aucun projet de société et, plus généralement, ne se positionnent pas dans la sphère politique. Ces mobilisations instituent des hétérotopies, au sens que Henri Lefebvre et Michel Foucault ont donné au terme, avec des inflexions différentes. Pour Lefebvre (Lefebvre, 1970, 59), l'hétérotopie est un lieu particularisé par les usages sociaux d'un groupe donné, opposée à l'isotopie comme lieu homogénéisé par la technique ou des normes sociales. Pour Foucault (Foucault, 1984, 39), l'hétérotopie est une catégorie rassemblant les lieux où se logent les désordres et les contestations de la société ; l'isotopie est le territoire dominant, celui du « normal ».

Les sociologues critiques repèrent plusieurs hétérotopies comme espaces à travers lesquels les citoyens s'affranchissent du cadre spatial qui leur est imposé. Une logique est au cœur de l'hétérotopie : l'appropriation, qui consiste à faire sien un espace, en le retranchant à l'influence de son producteur. Les hétérotopies ne s'accompagnent pas de revendications adressées aux pouvoirs publics. En cela, elles se rapprochent de ce que James C. Scott (Scott, 2008) désigne comme les discours subalternes, ceux que tiennent secrètement des populations dominées pour se libérer de leurs dominants. Donnons deux exemples d'hétérotopies.

Les espaces de résistance, où vivent des groupes d'individus aux contours flottants s'appropriant, ponctuellement, des lieux dont ils sont chassés et où ils reviennent pour en être chassés encore. Entrent dans cette modalité d'émancipation les groupes de squatters (Recherches, 1975) les populations occupant la nuit des quartiers interlopes ou les « bois » parisiens (Cauquelin, 1977), les habitants des bidonvilles (Hervo et Charras, 1971) ou encore les habitants de cités fortement dégradées en grève de loyer (Anselme et Péraldi, 1985). La résistance produit des espaces interstitiels dans la ville ; s'ils ne font l'objet que d'appropriations fragiles par les populations marginalisées, ils se déplacent mais se maintiennent comme des espaces intangibles de la ville.

L'espace événementiel : les événements instituent des espaces ponctuels par définition. Les événements sont multiples : un vide-grenier, une bagarre dans la rue, un concert, une manifestation publique (Joseph, 1984)

ou une révolution (Lefebvre, 1965). À chaque fois, les règles de fonctionnement habituel du lieu sont déposées : un terrain agricole est, pour quelques heures ou quelques jours, aussi peuplé qu'un centre-ville, la rue est reprise aux voitures, les citadins ont le droit de faire du bruit toute une nuit, l'ordre public usuel est relâché.

Dominées, ces hétérotopies ne sont pas mineures pour autant. Elles participent à la production de l'espace social autant que les isotopies des pouvoirs publics. Si l'État et ses alliés instrumentent l'espace pour faire, en quelque sorte, exploser le social comme une bûche sous l'œuvre d'un coin, la société civile invente de nouveaux rapports à l'espace et y tisse des liens sociaux innovants. Dans une spatialité des Trente glorieuses perçue comme aliénante, apparaissent par réaction des formes sociales créant une spatialité d'appropriation à la mesure de l'individu.

Mettant en évidence ces mobilisations, les sociologues critiques ont l'intuition de l'émergence de la société urbaine comme société dans laquelle les identités sociales, la conflictualité et ses régulations sont ancrées dans les fonctionnements des territoires de vie quotidienne. Simultanément, ils établissent qu'un large ensemble de mobilisations s'inscrit désormais hors du champ politique et des perspectives de changement collectif d'un tout intégré « société ». Les ancrages territoriaux, dans une société perçue comme dominatrice, sont des espaces de reconnaissance produits par des collectifs de taille réduite, orientés vers le temps présent et le hors travail.

III. LES ESPACES DÉCOUPLÉS

La mise en évidence du rapport entre la spatialité du pouvoir et les hétérotopies habitantes amène les sociologues à dissocier deux types d'espaces différents, l'un fonctionnant dans les mailles de l'autre. Les rapports de force entre groupes sociaux aboutissent à un découplage des espaces, soit la suppression de liens entre des spatialités différentes - ici une spatialité des aménageurs et une autre, habitante. Le programme critique va poursuivre plus loin cette intuition. Les transformations à l'œuvre dans la société des Trente glorieuses engendrent le découplage de multiples territoires différents les uns des autres. Un apport commun aux différents courants est la mise en évidence de la diversité

des territoires où s'organise désormais la vie sociale, cette diversité faisant éclater l'ancienne unité de la « ville » comme l'espace central de production de la société.

Henri Lefebvre évoque par une image ce principe de la société découplée : « l'espace social et surtout l'espace urbain apparaissent dès maintenant dans leur multiplicité, comparable à celles d'un « feuilleté », celui du gâteau nommé mille-feuilles. » (Lefebvre, 1974, 104) Les diverses activités sociales, en se spécialisant sans cesse, produisent leurs propres spatialités qui acquièrent une relative autonomie les unes par rapport aux autres. Donnons à nouveau quelques rapides exemples des spatialités repérées par les sociologues critiques.

L'espace planifié

Il rassemble les espaces de l'action institutionnelle publique et privée. C'est l'espace à partir duquel les pouvoirs institutionnels entendent gouverner la société. L'espace planifié est l'outil de la programmation, opérant aussi bien à travers l'urbanisme d'un grand ensemble, le fonctionnement des réseaux de transport public ou la grande échelle d'équipements structurant le pays (ports, aéroports, autoroutes...). Il est inscrit dans des lignes budgétaires, la production législative et réglementaire, un vaste ensemble de savoirs techniques et une intense production institutionnelle de territoires (plans d'occupation des sols, schémas directeurs, intercommunalité, etc.). En tant qu'opérateur politique et idéologique, l'État, en dernière instance, gouverne cette production.

L'espace planifié se déploie à l'identique sur tout le territoire ; il est à la fois unifié et unifiant – isotopique. Il n'est pas limité aux territoires urbanisés ; au contraire, il est lui-même un processus d'urbanisation. La construction d'autoroutes avec leurs péages, leurs aires de repos et leurs stations d'essence, leurs sorties touristiques mais aussi les zones d'activités qui les bordent (tertiaires, logistiques...) est un vecteur de l'urbanisation du territoire. C'est le cas de tous les réseaux routiers et ferrés, aériens et virtuels qui traversent, survolent, englobent dans une même logique la diversité des paysages. Les cerfistes développent l'argument selon lequel la production de l'urbain prend sa source dans les réseaux d'équipements collectifs d'éducation, de santé ou de déplacement qui, à partir du XVIIe, s'éten-

dent uniformément sur tous les territoires; la « ville » n'est pour eux que le point de croisement d'équipements collectifs proliférants.

Les régions urbaines

C'est la spatialité produite et gérée par les opérateurs économiques en fonction de leurs intérêts propres. Dans *La question urbaine*, Manuel Castells identifie la région urbaine comme le plus petit espace de fonctionnement du système économique. Les territoires de rang inférieur à la région urbaine disparaissent, qu'il s'agisse de territoires politiques tels que commune et intercommunalités, ou de territoires de vie tels que le quartier; du moins, s'ils continuent d'exister formellement, ces espaces perdent toute autonomie de fonctionnement et de décision. Les régions urbaines sont articulées au sein d'une armature mondiale, sur le mode de l'emboîtement de la plus petite dans la plus grande, la puissance décisionnelle allant de pair avec l'étendue de l'espace administré. Elles sont dites sous-métropolitaines, puis métropolitaines, nationales, de région mondiale et de niveau mondial, ce que Saskia Sassen appellera, plus tard, des villes globales (Sassen, 1996). François Ascher a actualisé la notion en parlant de « métropole », sans rien lui ajouter ni lui enlever, hormis le primat de la dimension économique (Ascher, 1995). Les régions urbaines forment l'espace de proximité de la mondialisation.

L'espace des habiter

Il est institué par les pratiques, discours et représentations les plus ténues, les plus invisibles des habitants. Ici, le concept central est celui d'appropriation, qui désigne les procédures à travers lesquels un individu fait sien l'espace, y projette les frontières de son moi. L'appropriation peut se déployer à des échelles différentes, de territoires étroits (le logement ou une partie du logement), moins étroits (le quartier) ou beaucoup plus larges: l'agglomération ou le pays. Les modalités de constitution de cet espace reposent sur des processus émotionnels et affectifs, de cognition de l'espace, des perceptions sensibles de l'environnement...

L'espace des habiter est aussi défini par une rupture, qui peut être intentionnelle ou non, avec le monde institutionnel des pouvoirs publics. L'évitement de l'espace planifié le caractérise. Des équipements sont boudés et contournés par les populations: par exemple,

une « agora » dans une ville nouvelle reste désespérément vide quand le parking voisin accueille les jeux et les discussions. Mais s'il est faiblement institutionnalisé, l'espace des habiter n'est pas informel pour autant. Il s'élabore hic et nunc dans les usages, les appropriations des habitants et leurs mobilisations collectives dans les micro-mouvements de la société civile urbaine: fêtes de quartier et fêtes d'école, réunions sportives, kermesses et rassemblements caritatifs... À quoi il faut ajouter les mobilisations de préservation du territoire: les réclamations d'ouverture d'écoles et de classes, l'empêchement de la création de routes, aéroports, centrales électriques, plantations de pylônes... Dans ces occasions se rencontrent des personnes qui, sans se connaître, partagent et instituent un espace que Pierre Mayol a judicieusement appelé un « espace public particularisé », à savoir ni un espace public où se croisent des inconnus, ni un espace privé mais un espace dont la pratique en soi fait lien entre les individus (Mayol, 1980, 126). L'espace des habiter est au cœur de la coupure entre une sphère sociale de la vie quotidienne et la sphère politique.

La production de la société urbaine s'opère à travers ces trois espaces en tension les uns avec les autres, et avec d'autres qui ne sont pas évoqués ici. C'est dans la description de ces espaces et de leurs articulations que la sociologie urbaine a son objet, qui n'a donc plus de rapport automatique ou exclusif avec ce que l'on continue d'appeler la « ville ». En effet, certains espaces excèdent largement la ville – c'est le cas des régions urbaines. D'autres espaces sont « infra-villes », c'est-à-dire qu'ils se constituent et fonctionnent à des échelles territoriales restreintes, et à travers des enjeux sociaux très localisés – c'est le cas de l'espace des habiter. Ainsi, de nombreux espaces relativement autonomes les uns des autres accueillent désormais des dynamiques centrales dans le fonctionnement social et dans la production de la société. Si la ville a longtemps été le lieu spatialement cohérent de production d'une société articulée, ce n'est plus le cas. Cette production s'effectue à travers des spatialités découplées les unes des autres.

C'est parce qu'ils ne partent d'aucune définition ni théorique ni empirique de la ville en soi que les sociologues critiques identifient les contours de la société

découplée. Les points de départ respectifs des différents courants ont en commun d'être fondés sur des hypothèses paradoxalement aspatiales sur les fonctionnements sociaux: hypothèses de l'acculturation des classes populaires, du capitalisme monopoliste d'État, de la rationalisation disciplinaire ou de la dimension sensible de l'expérience urbaine. Ce détour méthodologique est fécond car il les libère du poids inhibant de la représentation de la ville et leur permet de la dépasser.

Pourtant, les chercheurs ne cessent, au fil de leurs appréhensions de la société découplée, d'utiliser le mot « ville ». Il n'y a là aucune contradiction. Comme le notent François Dubet et Danilo Martuccelli, « le vocabulaire a des pesanteurs qu'il est vain de vouloir combattre » (Dubet et Martuccelli, 1998, 170). Il en est du mot « ville » comme de celui de « société ». Tous deux ont un large halo de sens qui les rend malléables et irremplaçables, de manière efficace, dans un discours; il reste que leur portée problématique est faible, voire nulle. Les sociologues critiques utilisent le mot de ville dans une seule logique discursive, non analytique. L'important pour eux porte ailleurs, sur les problématiques bâties qui les conduisent au découplage de plusieurs spatialités.

En guise de conclusion

A ce stade, le programme de la sociologie critique repose sur trois axes: a) la mise en évidence d'une dimension spatiale opérante dans la transformation des rapports sociaux et la production des sociétés; b) l'émergence d'une spatialité habitante autonome vis-à-vis des cadres institutionnels; c) et la diffraction des activités sociales en plusieurs spatialités, différentes les uns des autres.

Les chercheurs réfèrent ces axes à des évolutions plus générales observables sur la période des Trente glorieuses. Concernent le type global de structuration sociale, la société française passe d'une structuration « verticale » opposant les institutions aux populations, à une structuration « horizontale » des groupes sociaux s'opposant les uns aux autres. Un autre axe de changement intervient sur le plan des mobilisations sociales, qui évoluent d'une conflictualité massive, publique, oppositionnelle et tournée vers le changement social à une conflictualité fragmentée, dispersée, ancrée dans des objets locaux et tournée vers la production d'un lien

social de reconnaissance. Enfin, les chercheurs mettent en évidence la modification du mode de production spatiale de la société, passant d'une production centrée sur la ville comme le territoire par excellence où la société prend forme, à la production de plusieurs spatialités relativement autonomes les unes des autres et qui ne se recoupent pas dans la ville.

Ces axes vont s'imbriquer pour dessiner une nouvelle forme sociale, la société urbaine. L'hypothèse fondatrice est celle d'une prise d'autonomie d'une société dans laquelle les identités, les conflits et leurs modes de régulation sont liés aux territoires, par rapport à une société produite à partir des fonctionnements économiques. Ce n'est qu'une intuition, pour les sociologues critiques et elle ne doit pas être surinterprétée. Les chercheurs appréhendent la société urbaine sur le mode de signes faibles. Mais le schéma de principe qu'ils dessinent à grands traits se retrouve dans les analyses ultérieures de la partition socio-spatiale de la société actuelle.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSELME M., PERALDI M., 1985, « Le Petit Séminaire à Marseille », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 26, pp. 49-64
- ASCHER F., 1995, *Métapolis*, Odile Jacob, 345 p.
- CASTELLS M., CHERKI E., GODARD Fr., MEHL D., 1974, *Sociologie des mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*, vol. 1, EHESS, 171 p.
- CASTELLS M., 1981, *La question urbaine*, François Maspéro, 526 p. [1re éd. 1972]
- CAUQUELIN A., 1977, *La ville la nuit*, PUF, 171 p.
- DONZELOT J., 1999, « La nouvelle question urbaine », in *Esprit*, n° 258, pp. 87-11
- DUBET F., 2002, *Le déclin de l'institution*, Le Seuil, 421 p.
- DUBET F. et MARTUCCELLI D., 1998, *Dans quelle société vivons-nous?* Le Seuil, 322 p.
- Esprit, 2004, *La ville à trois vitesses*, n° 303
- FOUCAULT M., 1984, « Des espaces autres », in *Architecture, Mouvement, Continuité*, n° 5, pp. 33-41
- FOUCAULT M., 2001, *Dits et écrits*, vol. I, 1954-1975, Gallimard, 1707 p. (coll. quarto)

- FITOUSSI J.- P. et AL., 2004, *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, La Documentation française, 253 p.
- FOURQUET F., 1982, L'accumulation du pouvoir ou le désir d'État, *Recherches*, n° 46, 85 p.
- GODARD Fr., 1980, « Sociologie urbaine? », in *Economie et humanisme, La ville et la question urbaine : nouvelles perspectives?* n° 252, pp. 13-2
- HERVO M., CHARRAS M.-A., 1971, *Bidonvilles*, Maspéro, 327 p.
- JOSEPH I., FRITSCH Ph., BATTEGAY A., 1977, Disciplines à domicile. L'édification de la famille, *Recherches*, n° 28, 347 p.
- JOSEPH I., 1984, *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Librairie des méridiens, 146 p.
- LEFEBVRE H., 1965, *La proclamation de la Commune*, Gallimard, 488 p.
- LEFEBVRE H., 1970, *La révolution urbaine*, Gallimard, 248 p.
- LEFEBVRE H., 1974, *La production de l'espace*, Editions Anthropos, 485 p.
- MAYOL P., « Habiter », in GIARD L., MAYOL P., *L'invention du quotidien, 2: habiter, cuisiner*, UGE, 1980, pp. 11-146
- MIGNOT D., BOUZOUINA L., 2007, « Les disparités entre communes augmentent », in *Constructif*, novembre, pp. 29-31
- RECHERCHES, 1975, *Histoires de la rue des caves*, n° 19, 251 p.
- REGAZZOLA T., LEFEBVRE J., 1981, *La domestication du mouvement. Poussées mobilisatrices et surrection de l'État*, Anthropos, 230 p.
- SASSEN S., 1996, *La ville globale*. New York, Londres, Tokyo, Descartes & Cie, 530 p. [Edition originale 1991]
- SCOTT J. C., 2008, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam, 269 p. [1re éd. 1992]